

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	532
CABINET DU PREFET	532
DECISION DESIGNANT LES DELEGUES DU MEDiateUR DE LA REPUBLIQUE DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE	532
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	533
PREMIER BUREAU.....	533
ARRETE PREFECTORAL MODIFICATIF AUTORISANT LA MODIFICATION DES LIMITES TERRITORIALES ENTRE GORCY ET VILLE-HOUDLEMONT.....	533
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	533
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	533
SERVICE SOLIDARITE-AUTONOMIE.....	533
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 1651 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « LA FONTAINE DE LINCOURT » GEREE PAR LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIAL DE EINVILLE AU JARD.....	533
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2249 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE MARS LA TOUR.....	534
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2250 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME CENTRE BRANCON DE ROYAUMEIX.....	534
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2251 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME "LA ROSERAIE" DE LONGUYON.....	535
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2252 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE LONGWY	536
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2253 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME "JEAN-FRANÇOIS FIDRY" DE LABRY.....	536
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2254 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "LES BRUYERES" DE JOUDREVILLE.....	537
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2255 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME "LE HAUT DU BOIS" DE JARVILLE	538
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2256 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME "SŒUR JULIE" DE GERBEVILLER	538
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2257 MODIFIANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "ST JOSEPH" DE NANCY GERE PAR LA CONGREGATION DOCTRINE CHRETIENNE.....	539
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2258 MODIFIANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "RESIDENCE D'AUTOMNE" DE LAXOU.....	540
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2259 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE VEZELI SE	540
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2260 MODIFIANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "RESIDENCE POINCARÉ" DE BOUXIERES-AUX-DAMES.....	541
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2261 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE "LES GRANDS JARDINS" A COLOMBEY-LES-BELLES	542
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2262 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "ST JOSEPH" A ESSEY-LES-NANCY GEREE PAR LA FONDATION VINCENT DE PAUL	542
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2264 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE "L'OSERAIE" A LAXOU.....	543
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 2592 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SAINT CHARLES" DE BAYON.....	544
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2593 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SAINT CHARLES" DE DOMBASLE-SUR-MEURTHE.....	544
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2623 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME "NOTRE MAISON" DE NANCY.....	545

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 2625 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SAINT REMY" DE NANCY.....	546
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 2627 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "LA COMPASSION" DE SAINT-FIRMIN.....	546
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2628 MODIFIANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « LES IRIS » DE ONVILLE GEREE PAR L'ASSOCIATION HOSPITALOR.....	547
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2629 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « LES LILAS » DE JARNY GEREE PAR L'ASSOCIATION HOSPITALOR.....	548
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2630 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "BEAU SITE" DE HARQUE.....	548
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2631 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE THIAUCOURT.....	549
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2633 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME SAINT FRANÇOIS D'ASSISE DE PONT A MOUSSON.....	550
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 2655 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "LES SABLONS" DE PULNOY.....	550
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2657 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE ROSIERES-AUX-SALINES.....	551
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 2659 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SAINTE THERESE" DE LUDRES.....	552
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 2660 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SIMON BENICHOU" DE NANCY.....	552
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 2661 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "STE FAMILLE" DE VANDOEUVRE LES NANCY.....	553
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 2663 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "LA COMPASSION" DE SAINT FIRMIN.....	554
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2664 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU S.S.I.A.D. GEREE PAR LA MAISON DE RETRAITE DE VEZELISE.....	554
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2667 MODIFIANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE GIRAUMONT.....	555
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2671 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME LES OPHELIADES A NANCY.....	556
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 2674 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "MA MAISON" DE NANCY.....	556
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2680 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU CENTRE GERMAINE MARCHAL DE NANCY GEREE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	557
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2681 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU S.S.I.A.D. GEREE PAR LE C.C.A.S. DE JARNY.....	558
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2692 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME HOTELIA A LAXOU.....	558
ARRETE N° 2374 FIXANT POUR 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - STRUCTURE INNOVANTE AVEC SOINS MEDICAUX ET/OU DE SPECIALISTES (SISMES) «LA MAISON DU PRE ST CHARLES» 21 RUE DE LA MEUSE - 54860 HAUCOURT-MOULAIN GEREE PAR L'AEIM.....	559
ARRETE N° 2377 FIXANT POUR 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « JEAN L'HÔTE » CHEMIN DU HARQUET - BP 126 - 54305 LUNEVILLE CEDEX GEREE PAR L'AEIM.....	560
ARRETE N° 2404 FIXANT POUR 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « LES TERRASSES DE MEHON » 24 RUE FRANÇOIS RICHARD - 54300 LUNEVILLE GEREE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE.....	560
ARRETE N° 2405 FIXANT POUR 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT DE REEDUCATION « LES TERRASSES DE MEHON » 24 RUE FRANÇOIS RICHARD - 54300 LUNEVILLE GEREE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE.....	561
ARRETE N° 2406 FIXANT POUR 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - SERVICE D'EDUCATION SPECIALISEE ET DE SOINS A DOMICILE DE L'INSTITUT MEDICO-EDUCATIF «LES TERRASSES DE MEHON» - 12 RUE GAMBETTA - 54300 LUNEVILLE GEREE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE.....	562

ARRETE N° 2410 FIXANT POUR 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT DE REEDUCATION « L'ESCALE » 15 RUE SAINT-CHARLES - 54140 JARVILLE GERE PAR L'ASSOCIATION REALISE	562
ARRETE N° 2419 FIXANT POUR 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE DE BRIEY/HOMECOURT 100 RUE DE FRANCHEPRE - 54240 JOEUF GERE PAR LA SOCIETE DE SECOURS MINIERE FER ET SEL DE LORRAINE.....	563
ARRETE N° 2577 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE BRIEY/PIENNES ZONE INDUSTRIELLE DE LA CHESNOIS B.P. N°3 - 54154 BRIEY CEDEX GERE PAR L'AEIM	564
ARRETE N° 2578 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL D'HEILLECOURT/LUDRES « ANDRE LANCIOT » ZONE INDUSTRIELLE - 15 RUE DES ERABLES - BP 56 - 54182 HEILLECOURT CEDEX GERE PAR L'AEIM	564
ARRETE N° 2579 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE LUNEVILLE/SAINT-NICOLAS-DE-PORT ZAD DE CHANTEHEUX - BP 3 - 54302 LUNEVILLE CEDEX GERE PAR L'AEIM	565
ARRETE N° 2580 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE LIVERDUN/PONT-A-MOUSSON ROUTE DE FROUARD - B.P.10 - 54460 LIVERDUN (ADRESSE POSTALE : BP 105 - 54715 LUDRES CEDEX) GERE PAR L'AEIM	566
ARRETE N° 2581 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL BP 3 - ZONE INDUSTRIELLE - 54920 VILLERS-LA-MONTAGNE GERE PAR L'AEIM.....	566
ARRETE N° 2583 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE ROSIERES-AUX-SALINES 4 RUE LEON PARIOT - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES GERE PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC DEPARTEMENTAL.....	567
ARRETE N° 2585 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL POUR DEFICIENTS VISUELS « LES ATELIERS DU HAUT DES VANNES » DOMAINE DES EAUX BLEUES - BP 9 - 54460 LIVERDUN GERE PAR LA FONDATION DE L'INSTITUTION DES JEUNES AVEUGLES.....	568
ARRETE N° 2586 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL 585 RUE DENIS PAPIN - 54713 LUDRES CEDEX GERE PAR L'ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE	568
ARRETE N° 2952 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - SERVICE D'EDUCATION SPECIALISEE ET DE SOINS A DOMICILE 6 ALLEE DE LONGCHAMP - PARC D'ACTIVITES DE L'HIPPODROME - 54600 VILLERS-LES-NANCY GERE PAR L'AEIM.....	569
ARRETE N° 2953 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - STRUCTURE INNOVANTE AVEC SOINS MEDICAUX ET/OU SPECIALISTES MICHELET - 10 RUE DOMINIQUE LOUIS - 54 000 NANCY GERE PAR L'ASSOCIATION AEIM	570
ARRETE N° 2955 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « LES TROIS TILLEULS » 1 RUE DES TILLEULS - 54720 CHENIERES GERE PAR L'AEIM.....	570
ARRETE N° 2956 FIXANT POUR 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « CLAUDE MONET » 121, RUE DE L'ABBE DE L'EPEE - 54700 PONT-A-MOUSSON GERE PAR L'AEIM.....	571
ARRETE N° 2957 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « RAYMOND CAREL » 2 RUE DES MARTYRS DU NAZISME - BP 53 - 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT GERE PAR L'AEIM.....	572
ARRETE N° 2958 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « GEORGES FINANCE » 4 AVENUE JF KENNEDY - BP 216 - 54 202 TOUL CEDEX GERE PAR L'AEIM	572
ARRETE N° 2959 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE ZAC DE BRABOIS - RUE DE LUDRES - 54 500 VANDOEUVRE-LES-NANCY GERE PAR L'AEIM	573
ARRETE N° 2960 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - SERVICE DE SOINS ET D'ACCOMPAGNEMENT POUR ETUDIANTS HANDICAPES 8 RUE DES MYOSOTIS - BP 35 - 54 501 VANDOEUVRE-LES-NANCY GERE PAR L'ASSOCIATION « ACCUEIL ET GUIDER L'INTEGRATION ».....	574
ARRETE N° 2961 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE 4 RUE ALFRED LABBE - 54 350 MONT-SAINT-MARTIN GERE PAR L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY.....	574
ARRETE N° 2962 MODIFIANT L'ARRETE DU 14 SEPTEMBRE 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - FOYER D'ACCUEIL MEDICALISE 1161 AVENUE PINCHARD - 54 100 NANCY GERE PAR L'ALAGH.....	575
ARRETE N° 2963 MODIFIANT L'ARRETE DU 14 SEPTEMBRE 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE 1161 AVENUE PINCHARD - 54 100 NANCY GERE PAR L'ALAGH.....	576

ARRETE N° 2964 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'ACTION MEDICO-SOCIALE PRECOCE INSTITUT DES JEUNES SOURDS DE LA MALGRANGE - 02 RUE JOSEPH PIROUX - 54 140 JARVILLE LA MALGRANGE GERE PAR L'INSTITUT DES JEUNES SOURDS DE LA MALGRANGE.....	576
ARRETE N° 2965 MODIFIANT L'ARRETE DU 29 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'ACTION MEDICO-SOCIALE PRECOCE 73 RUE ISABEY - 54000 NANCY ET ANTENNE, 5 RUE HIPPOLYTE HUART - 54400 LONGWY GERE PAR L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES ACTIONS MEDICO-SOCIALES PRECOCES DE LORRAINE	577
ARRETE N° 2966 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - MAISON D'ACCUEIL SPÉCIALISÉE DU CPN DE LAXOU - 54 521 LAXOU CEDEX GERE PAR LE CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY A LAXOU	578
ARRETE N° 2967 MODIFIANT L'ARRETE DU 12 SEPTEMBRE 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE POUR POLYHANDICAPES « LES RIVES DU CHÂTEAU » 33 RUE DU CHÂTEAU - 54 450 BLAMONT GERE PAR LA CROIX ROUGE FRANÇAISE.....	578
ARRETE N° 2968 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT DE REEDUCATION « GAI SOLEIL » 14 RUE DE METZ - 54 000 NANCY GERE PAR L'ASSOCIATION « CULTURE ET PROMOTION ».....	579
ARRETE N° 2969 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'EDUCATION POUR DEFICIENTS VISUELS 8 RUE DE SAINT FONTAINE - 54 052 NANCY CEDEX GERE PAR LA FONDATION DE L'INSTITUTION DES JEUNES AVEUGLES	580
ARRETE N° 2970 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - FOYER D'ACCUEIL MEDICALISE « RESIDENCE DES TROIS FONTAINES » RUE DE LA LIBERATION - 54 330 VEZELISE GERE PAR LA FONDATION DE L'INSTITUTION DES JEUNES AVEUGLES.....	581
ARRETE N° 2971 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - ETABLISSEMENT DENOMME « INSTITUT DES JEUNES SOURDS DE LA MALGRANGE » 2 RUE JOSEPH PIROUX - 54140 JARVILLE GERE PAR L'INSTITUT DES JEUNES SOURDS DE LA MALGRANGE.....	581
ARRETE N° 2972 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - ETABLISSEMENT POUR ENFANTS POLYHANDICAPES 13 RUE DE LA REPUBLIQUE - 54 320 MAXEVILLE GERE PAR L'ASSOCIATION DE L'INSTITUTION JEAN-BAPTISTE THIERY	582
ARRETE N° 2973 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT MEDICO-EDUCATIF 13 RUE DE LA REPUBLIQUE - 54320 MAXEVILLE GERE PAR L'ASSOCIATION DE L'INSTITUTION JEAN-BAPTISTE THIERY	583
ARRETE N° 2974 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE 8 RUE DE LA SEILLE - 54320 MAXEVILLE GERE PAR L'ASSOCIATION DE L'INSTITUTION JEAN-BAPTISTE THIERY	583
ARRETE N° 2975 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - FOYER D'ACCUEIL MEDICALISE MICHELET 10 RUE DOMINIQUE LOUIS - 54 000 NANCY GERE PAR L'AEIM.....	584
ARRETE N° 2977 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - LE CENTRE DE SOINS DE L'ETABLISSEMENT REGIONAL D'ENSEIGNEMENT ADAPTE RUE DE MI RECOURT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE.....	585
ARRETE N° 2978 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT MEDICO-EDUCATIF 46 RUE DU DOYEN PARI SOT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE	585
ARRETE N° 2979 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT DE REEDUCATION 46 RUE DU DOYEN PARI SOT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE.....	586
ARRETE N° 2980 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - SERVICE D'EDUCATION SPECIALISEE ET DE SOINS A DOMICILE DU CENTRE D'EDUCATION MOTRICE - 46 RUE DU DOYEN PARI SOT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE.....	587
ARRETE N° 2981 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - SERVICE D'EDUCATION SPÉCIALISÉE ET DE SOINS A DOMICILE DE L'INSTITUT MEDICO-EDUCATIF - 46 RUE DU DOYEN PARI SOT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE.....	587
ARRETE N° 2982 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR ADULTES HANDICAPES 38 RUE DE DIEUZE - 54 000 NANCY GERE PAR L'ASSOCIATION OFFICE D'HYGIENE SOCIALE.....	588

ARRETE N° 2983 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE MEDICO-PSYCHO-PEDAGOGIQUE 17 BIS RUE DE BOISMONT - 54400 LONGWY GERE PAR LA PEP 54	589
ARRETE N° 2984 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE MEDICO-PSYCHO-PEDAGOGIQUE 73 RUE I SABEY - 54 052 NANCY CEDEX GERE PAR LA PEP 54.....	589
ARRETE N° 2985 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - SERVICE D'EDUCATION SPECIALISEE ET DE SOINS A DOMICILE « L'ESCALE » 15 RUE SAINT-CHARLES - 54140 JARVILLE GERE PAR L'ASSOCIATION REALISE.....	590
ARRETE N° 2986 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - FOYER D'ACCUEIL MEDICALISE ROUTE DE BACCARAT - 54 290 BAYON GERE PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC COMMUNAL DE ROSIERES-AUX-SALINES.....	591
ARRETE N° 2987 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE AVENUE DES VOSGES - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES GERE PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC COMMUNAL DE ROSIERES-AUX-SALINES.....	591
ARRETE N° 2988 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SUIVI DES SOINS DE ROSIERES ET DE LUNEVILLE 4 RUE LEON PARISOT - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES GERE PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC DEPARTEMENTAL.....	592
ARRETE N° 2989 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT MEDICO-EDUCATIF SAINT-CAMILLE 12 POSTE DE VELAINNE - 54 840 VELAINNE-EN-HAYE GERE PAR L'INSTITUTION SAINT-CAMILLE	593
ARRETE N° 2990 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT DE REEDUCATION « SAINT-CAMILLE » 12 POSTE DE VELAINNE - 54 840 VELAINNE-EN-HAYE GERE PAR L'INSTITUTION SAINT-CAMILLE	593
ARRETE N° 2991 MODIFIANT L'ARRETE DU 10 AOÛT 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - SERVICE D'EDUCATION SPECIALISEE ET DE SOINS A DOMICILE 12 POSTE DE VELAINNE - 54 840 VELAINNE-EN-HAYE GERE PAR L'INSTITUTION SAINT-CAMILLE	594
ARRETE N° 2992 MODIFIANT L'ARRETE DU 12 SEPTEMBRE 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE DE PRÉORIENTATION 51 AVENUE DE LA LIBERATION - 54840 GONDREVILLE GERE PAR L'UGECAM.....	595
ARRETE N° 3102 MODIFIANT L'ARRETE N°2954 DU 22 DECEMBRE 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « LES ORCHIDEES » 10 RUE ALBERT 1 ^{ER} - BP 93 - 54154 BRIEY CEDEX GERE PAR L'AEIM.....	595
ARRETE N° 3197 ANNULANT ET REMPLACANT L'ARRETE N°2582 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL « LE FIN PALAIS » RUE JEAN JAURES - 54320 MAXEVILLE GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE.....	596
AVIS DE CONCOURS	597
AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES D'OUVRIER PROFESSIONNEL SPECIALISE A LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY - RECTIFICATIF A LA PUBLICATION AU RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS N° 10 DU 24 AVRIL 2006.....	597
AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES D'OUVRIER PROFESSIONNEL SPECIALISE A LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY - RECTIFICATIF A LA PUBLICATION AU RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS N° 10 DU 24 AVRIL 2006.....	597

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

DECISION DESIGNANT LES DELEGUES DU MEDiateur DE LA REPUBLIQUE DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE MEDiateur DE LA REPUBLIQUE

VU la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un Médiateur de la République, modifiée et complétée par les lois n° 76-1211 du 24 décembre 1976, n° 89-18 du 13 janvier 1989, n° 92-125 du 6 février 1992, n° 2000-321 du 12 avril 2000 et par l'ordonnance 2004-281 du 25 mars 2004, et notamment son article 6-1, VU le décret du 5 avril 2004 portant nomination de M. Jean-Paul DELEVOYE en qualité de Médiateur de la République,

D E C I D E

A compter du 1^{er} avril 2006 et jusqu'au 31 mars 2007, sont désignés en qualité de délégués du Médiateur de la République :

Département de Meurthe-et-Moselle

Délégation de la Préfecture

- Monsieur Christian PERRIN

Délégation de Vandœuvre-lès-Nancy-MJD

- Madame Michèle BOZZONI

Délégation de Toul

- Monsieur Michel HAZOTTE

Paris, le 3 avril 2006

Le Médiateur de la République,
Jean-Paul DELEVOYE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

PREMIER BUREAU

ARRETE PREFECTORAL MODIFICATIF AUTORISANT LA MODIFICATION DES LIMITES TERRITORIALES
ENTRE GORCY ET VILLE-HOUDLEMONT

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2112-2 à L2112-11 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 juin 2005 et ses annexes autorisant la modification des limites territoriales entre les communes de Gorcy et Ville-Houdlemont ;

CONSIDERANT que les annexes jointes à l'arrêté préfectoral du 27 juin 2005 comportent des erreurs de surfaces cadastrales et qu'il convient de les rectifier ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Le plan et le tableau annexés à l'arrêté préfectoral du 27 juin 2005 autorisant les modifications des limites territoriales entre les communes de Gorcy et Ville-Houdlemont sont remplacés par ceux annexés* au présent arrêté ;**ARTICLE 2** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey et les maires des communes de Gorcy et Ville-Houdlemont sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, qui fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 19 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

* Les plans joints en annexe sont consultables en préfecture : bureau 25.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

SERVICE SOLIDARITE-AUTONOMIE

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION

ARRETE DDASS / AES / N° 1651 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME « LA FONTAINE DE LINCOURT »
GÉRÉE PAR LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIAL DE EINVILLE AU JARD

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1^{er} de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2^o de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « La Fontaine de Lincourt » Rue du Puits Gros Yeux 54 370 EINVILLE AU JARD gérée par le centre communal d'action social de EINVILLE AU JARD

N° FINESS : 540013315

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 010	186 352,03
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	182 152,03	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 190	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	186 352,03 arrondi à : 186 352	186 352,03
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.**Article 3** - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite « La Fontaine de Lincourt » à EINVILLE AU JARD est fixée à 186 352 €.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,92 €

GIR 3 et 4 : 16,01 €

GIR 5 et 6 : 10,09 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « La Fontaine de Lincourt » de EINVILLE AU JARD.

Nancy, le 3 octobre 2005

Pour le Préfet,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MI CHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 2249 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE MARS LA TOUR

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de MARS LA TOUR - 70 rue de Metz 54 800 MARS LA TOUR

N° FINESS : 540002615

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	13 414,19	486 583,88
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	457 169,69	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	16 000,00	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I	486 467,04	486 583,88
	Produits de la tarification	arrondi à : 486 467	
	Groupe II	0	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	116,84	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 116,84 euros d'excédent.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite de MARS LA TOUR est fixée à 486 467 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 29,91 €

GIR 3 et 4 : 21,99 €

GIR 5 et 6 : 14,08 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de MARS LA TOUR.

Nancy, le 10 octobre 2005

Pour le Préfet,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MI CHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 2250 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME CENTRE BRANCION DE ROYAUMEIX

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de ROYAUMEIX - 11 rue Carnot 54 200 ROYAUMEIX. - N° FINESS : 540018983

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 800	501 164,56
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	426 238,95	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	12 460	
	Déficit reporté	59 665,61	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	501 164,56 arrondi à : 501 165	501 164,56
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 59 665,61 euros de déficit.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite de ROYAUMEIX est fixée à 501 165 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 28,72 €

GIR 3 et 4 : 23,10 €

GIR 5 et 6 : 17,49 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de ROYAUMEIX.

Nancy, le 3 octobre 2005

Pour le Préfet,

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION

**ARRETE DDASS / AES / N° 2251 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME "LA ROSERAIE" DE LONGUYON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Roseraie" - 29 rue Louis Quinquet BP 79 - 54 260 LONGUYON. - N° FINESS : 540000791

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	44 600	464 751,5
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	402 090,26	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	18 061,24	
		0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	464 751,50	476 396,65 arrondi à 476 397
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	CLAPET ANTI -RETOUR	11 645,15	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte du clapet anti-retour pour un montant de : 11 645,15 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite de LONGUYON est fixée à : 476 397 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 17,27 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de LONGUYON.

Nancy, le 10 octobre 2005

Pour le Préfet,

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MI CHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 2252 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE LONGWY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de LONGWY - 2 rue Saint Louis 54 400 LONGWY.

N° FINESS : 540002607

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	25 000	446 360,68
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	411 225,79	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 134,89	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	446 360,68	457 736,22 arrondi à : 457 736
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	CLAPET ANTI RETOUR	11 375,54	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - Le forfait global de soins 2005 de la maison de retraite de LONGWY est fixé à 457 736 € dont 11 375,54 € de contribution de l'assurance maladie au titre de l'article 30 du décret 99-316 du 26 avril 1999 modifié.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 13,10 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de LONGWY.

Nancy, le 3 octobre 2005

Pour le Préfet,

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MI CHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 2253 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME "JEAN-FRANÇOIS FIDRY" DE LABRY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Jean-François Fidry" - 2 rue Roland Daret 54 800 LABRY. - N° FINESS : 540002581

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 681,28	483 740,83
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	464 203,55	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	8 856	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	483 406,57 arrondi à : 483 407	483 740,83
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	334,26	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 334,26 euros d'excédent.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite de LABRY est fixée à : 483 407 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 28,37 €

GIR 3 et 4 : 20,91 €

GIR 5 et 6 : 13,45 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de LABRY.

Nancy, le 3 octobre 2005

Pour le Préfet,

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION

**ARRETE DDASS / AES / N° 2254 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME "LES BRUYÈRES" DE JOUDREVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Bruyères" - Rue de la Piscine 54 490 JOUDREVILLE. - N° FINESS : 540019585 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 322,10	315 116,30
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	308 008,20	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 786,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	290 064,23	315 116,30
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	25 052,07	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats (excédent) pour un montant de : 25 052,07 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite de JOUDREVILLE est fixée à : 315 116 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 16,32 €

GIR 3 et 4 : 12,03 €

GIR 5 et 6 : 7,74 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de JOUDREVILLE.

Nancy, le 3 octobre 2005

Pour le Préfet,

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION

ARRETE DDASS / AES / N° 2255 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME "LE HAUT DU BOIS" DE JARVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Le Haut du Bois" - 25 avenue du Général de Gaulle 54 140 JARVILLE - N° FINESS : 540012838 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 000	189 487,1
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	183 443,15	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	850	
	Déficit reporté	4 193,95	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	189 487,10 arrondi à : 189 487	189 487,10
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 4 193,95 euros de déficit.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite "Le Haut du Bois" de JARVILLE est fixée à : 189 487 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 14,67 €

GIR 3 et 4 : 10,14 €

GIR 5 et 6 : 5,60 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Le Haut du Bois" de JARVILLE.

Nancy, le 10 octobre 2005

Pour le Préfet,

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION

ARRETE DDASS / AES / N° 2256 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME "SŒUR JULIE" DE GERBEVILLER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

AR R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sœur Julie" - 14 rue Maurice Barrès 54 830 GERBEVILLER - N° FINESS : 540002573 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4 129	824 942,29
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	800 717,29	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	20 096	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	814 334,03 arrondi à : 814 334	824 942,29
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	10 608,26	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 10 608,26 euros d'excédent.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite de GERBEVILLER est fixée à 814 334 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 30,25 €

GIR 3 et 4 : 21,87 €

GIR 5 et 6 : 12,83 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de GERBEVILLER.

Nancy, le 3 octobre 2005

Pour le Préfet,

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION

ARRETE DDASS / AES / N° 2257 MODIFIANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "ST JOSEPH" DE NANCY GÉRÉ PAR LA CONGRÉGATION DOCTRINE CHRÉTIENNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

AR R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "St Joseph" - 113 avenue de Strasbourg 54 000 NANCY - N° FINESS : 540003498 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 200	495 088,50
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	487 206,50	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 682,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	495 088,50 arrondi à : 495 089	495 088,50
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite "St Joseph" de NANCY est fixée à : 495 089 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,84 €

GIR 3 et 4 : 16,40 €

GIR 5 et 6 : 10,91 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "St Joseph" de NANCY gérée par la congrégation Doctrine Chrétienne.

Nancy, le 10 octobre 2005

Pour le Préfet,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MI CHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 2258 MODIFIANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME "RÉSIDENCE D'AUTOMNE" DE LAXOU

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Résidence d'Automne" - 1 allée de la Saulx 54 520 LAXOU - N° FINESS : 54008686 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 500	420 846,70
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	417 096,7	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 250	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	420 846,70 arrondi à 420 847	420 846,70
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite "Résidence d'Automne" de LAXOU est fixée à : 420 847 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,27 €

GIR 3 et 4 : 15,06 €

GIR 5 et 6 : 9,87 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Résidence d'Automne" de LAXOU.

Nancy, le 10 octobre 2005

Pour le Préfet,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MI CHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 2259 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE VEZELISE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" de VEZELISE - rue Notre Dame BP 2 54 330 VEZELISE - N° FINESS : 540002342 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	55 714,07	554 288,15
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	466 427,18	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	32 146,90	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	554 288,15	574 274,36 arrondi à : 574 274
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	CLAPET ANTI RETOUR	19 986,21	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - Le forfait global de soins 2005 de la maison de retraite de VEZELISE est fixé à 574 274 € dont 19 986,21 € de contribution de l'assurance maladie au titre de l'article 30 du décret 99-316 du 26 avril 1999 modifié.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 18,98 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de VEZELISE.

Nancy, le 3 octobre 2005

Pour le Préfet,

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION

ARRETE DDASS / AES / N° 2260 MODIFIANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "RESIDENCE POINCARÉ" DE BOUXIERES-AUX-DAMES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Résidence Poincaré" - Rue Poincaré 54 136 BOUXIERES-AUX-DAMES - N° FINESS : 540004611 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	111 000	290 245,90
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	179 245,90	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	0	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	290 245,90 arrondi à : 290 246	290 245,90
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite de BOUXIERES-AUX-DAMES est fixée à : 290 246 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 10,59 €

GIR 3 et 4 : 10,62 €

GIR 5 et 6 : 8,75 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de BOUXIERES-AUX-DAMES.

Nancy, le 10 octobre 2005

Pour le Préfet,

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION

ARRETE DDASS / AES / N° 2261 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE "LES GRANDS JARDINS" À COLOMBEY-LES-BELLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Grands Jardins" - 4 rue de la Gare 54 170 COLOMBEY-LES-BELLES - N° FINESS : 540012994 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 250	279 016
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	254 193	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	4 869	
	Déficit reporté	17 703,56	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	279 016	279 016
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 17 703,56 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite "Les Grands Jardins" de COLOMBEY-LES-BELLES est fixée à : 279 016 €.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,04 €

GIR 3 et 4 : 16,67 €

GIR 5 et 6 : 12,31 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Grands Jardins" de COLOMBEY LES BELLES.

Nancy, le 3 octobre 2005

Pour le Préfet,

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION

ARRETE DDASS / AES / N° 2262 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME "ST JOSEPH" À ESSEY-LES-NANCY GÉRÉE PAR LA FONDATION VINCENT DE PAUL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

AR R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "St Joseph" - Le Bas Château 2 rue de Dommartemont 54 270 ESSEY-LES-NANCY - N° FINESS : 540008703

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 650	596 482,27
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	580 073,27	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 759	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	596 482,27 arrondi à 596 482	596 482,27
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite "St Joseph" de ESSEY-LES-NANCY est fixée à : 557 282 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,11 €

GIR 3 et 4 : 15,12 €

GIR 5 et 6 : 10,12 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "St Joseph" de ESSEY-LES-NANCY.

Nancy, le 10 octobre 2005

Pour le Préfet,

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION

ARRETE DDASS / AES / N° 2264 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE "L'OSERAIE" À LAXOU

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

AR R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "L'Oseraie" - 27 rue de Maréville 54 520 LAXOU - N° FINESS : 540014008 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	7 800	272 019
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	252 456,09	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	11 763	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	272 019	272 019
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU est fixée à : 272 019 €

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,87 €

GIR 3 et 4 : 17,27 €

GIR 5 et 6 : 12,67 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU.

Nancy, le 3 octobre 2005

Pour le Préfet,

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / SOLIDARITÉ-AUTONOMIE / N° 2592 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE
ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME "SAINT CHARLES" DE BAYON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" - 23 Grande Rue 54 290 BAYON - N° FINESS : 540003134 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	7 400	1 419 258
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 359 979	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	29 980	
	Déficit reporté	21 898,93	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 419 258	1 419 258
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats (déficit) pour un montant de : 21 898,93 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite de BAYON est fixée à : 1 419 258 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 32,73 €

GIR 3 et 4 : 24,70 €

GIR 5 et 6 : 16,66 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de BAYON.

Nancy, le 3 octobre 2005

Pour le Préfet,

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 2593 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME "SAINT CHARLES" DE DOMBASLE-SUR-MEURTHE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" - 30 rue Collot 54 110 DOMBASLE-SUR-MEURTHE - N° FINESS : 540002219 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4 100	493 789,73
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	459 689,73	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	30 000	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	439 078,30 arrondi à 439 078	493 789,73
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	54 711,43	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats (excédent) pour un montant de : 25 052,07 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite de DOMBASLE-SUR-MEURTHE est fixée à : 439 078 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,75 €

GIR 3 et 4 : 15,97 €

GIR 5 et 6 : 10,20 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de DOMBASLE-SUR-MEURTHE.

Nancy, le 10 octobre 2005

Pour le Préfet,

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
 Philippe MICHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION

**ARRETE DDASS / AES / N° 2623 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
 DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME "NOTRE MAISON" DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Notre maison" - 52 rue des Jardiniers 54 052 NANCY CEDEX - N° FINESS : 540004520 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	7 050	881 496,83
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	864 446,83	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 000	
	Déficit reporté	4 193,95	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	864 846,83 arrondi à : 864 847	881 496,83
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	16 650	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 €.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite "Notre maison" de NANCY est fixée à : 864 847 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,59 €

GIR 3 et 4 : 16,28 €

GIR 5 et 6 : 10,97 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Notre maison" de NANCY.

Nancy, le 10 octobre 2005

Pour le Préfet,

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / SOLIDARITÉ-AUTONOMIE / N° 2625 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE
ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME "SAINT RÉMY" DE NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Rémy" - 14 rue du Chanoine Jacob 54 000 NANCY - N° FINESS : 540003118 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	17 500	596 468,98
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	572 168,98	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	6 800	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I	596 468,98	596 468,98
	Produits de la tarification		
	Groupe II	0	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats (déficit) pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite Saint Rémy de NANCY est fixée à : 596 468,98 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 17,90 €

GIR 3 et 4 : 13,21 €

GIR 5 et 6 : 8,53 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Saint Rémy à NANCY.

Nancy, le 10 octobre 2005

Pour le Préfet,

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / SOLIDARITÉ-AUTONOMIE / N° 2627 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE
ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME "LA COMPASSION" DE SAINT-FIRMIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Compassion" - 5 rue de la Barre 54 930 SAINT-FIRMIN - N° FINESS : 540008539 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 300	355 171,43
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	332 505,68	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	12 044	
	Déficit reporté	9 321,75	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	355 171,43	355 171,43
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats (déficit) pour un montant de : 9 321,75 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite Saint Rémy de NANCY est fixée à : 355 171,43 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 18,26 €

GIR 3 et 4 : 14,25 €

GIR 5 et 6 : 10,23 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Compassion" de SAINT-FIRMIN.
 Nancy, le 10 octobre 2005

Pour le Préfet,

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
 Philippe MICHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION

**ARRETE DDASS / AES / N° 2628 MODIFIANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
 DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME « LES IRIS » DE ONVILLE GÉRÉE PAR L'ASSOCIATION HOSPITALOR**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Les Iris » située 8 Grand Rue BP 1 54 890 ONVILLE et gérée par l'association HOSPITALOR - N° FINESS : 540003498
 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 000	335 794,50
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	332 870,54	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	923,96	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	335 794,50 arrondi à : 335 795	335 794,50
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite « Les Iris » à ONVILLE est modifiée soit 335 795 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 19,43 €
GIR 3 et 4 : 14,67 €
GIR 5 et 6 : 9,91 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association HOSPITALOR, gestionnaire de la maison de retraite « Les Iris » de ONVILLE.

Nancy, le 10 octobre 2005

Pour le Préfet,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 2629 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME « LES LILAS » DE JARNY GÉRÉE PAR L'ASSOCIATION HOSPITALOR

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Les Lilas » située 54 avenue Wilson 54 800 JARNY et gérée par l'association HOSPITALOR - N° FINESS : 540000775
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	4 000	316 815,39
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	309 682,24	
	Dépenses afférentes au personnel		
Recettes	Groupe III	3 133,15	316 815,39
	Dépenses afférentes à la structure		
	Groupe I	316 815,39	
	Produits de la tarification	arrondi à : 316 815	
	Groupe II	0	316 815,39
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0	
	Produits financiers et produits non encaissables		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite « Les Iris » à ONVILLE est fixée à 316 815 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 23,69 €
GIR 3 et 4 : 18,16 €
GIR 5 et 6 : 12,64 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association HOSPITALOR, gestionnaire de la maison de retraite « Les Lilas » de JARNY.

Nancy, le 19 octobre 2005

Pour le Préfet,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 2630 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME "BEAU SITE" DE HAROUÉ

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Beau Site" 1 chemin d'Ormes 54 740 HAROUÉ - N° FINESS : 540019585 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	50 690,24	536 723,24
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	482 533	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	3 500	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	536 723,24	628 675,24 arrondi à 628 675
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	CLAPET ANTI -RETOUR	91 952	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite "Beau Site" de HAROUÉ est fixée à 628 675 euros dont 91 952 euros de contribution d'assurance maladie au titre de l'article 30 du décret 99-316 du 26 avril 1999 modifié.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,24 €

GIR 3 et 4 : 16,72 €

GIR 5 et 6 : 12,20 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Beau Site" de HAROUÉ.

Nancy, le 19 octobre 2005

Pour le Préfet,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
Myriam BERG

**DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 2631 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE THIAUCOURT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Sainte Sophie 2 rue Henri Poulet BP 17 54 470 THIAUCOURT - N° FINESS : 540002631 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	50 000	640 018,63
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	579 013,63	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	11 005	
		0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	640 018,63	743 510,61 arrondi à 743 511
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	CLAPET ANTI -RETOUR	103 491,98	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite de THIAUCOURT est fixée à 743 511 euros dont 103 491,98 euros de contribution d'assurance maladie au titre de l'art. 30 du décret 99-316 du 26 avril 1999 modifié.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 25,39 €

GIR 3 et 4 : 19,26 €

GIR 5 et 6 : 13,13 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de THIAUCOURT.

Nancy, le 19 octobre 2005

Pour le Préfet,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,

Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION

ARRETE DDASS / AES / N° 2633 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME SAINT FRANÇOIS D'ASSISE DE PONT A MOUSSON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite St François d'Assise 69 rue Général Leclerc 54 700 PONT A MOUSSON - N° FINESS : 540002623 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	7 700	599 096,05
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	569 899,57	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	21 496,48	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I	597 840,74	599 096,05
	Produits de la tarification	arrondi à : 597 841	
	Groupe II	0	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	1 255,31	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 1 255,31 euros d'excédent.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite St François d'Assise de PONT A MOUSSON est fixée à 597 841 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 22,44 €

GIR 3 et 4 : 16,32 €

GIR 5 et 6 : 10,21 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite St François d'Assise de PONT A MOUSSON.

Nancy, le 19 octobre 2005

Pour le Préfet,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,

Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION

ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 2655 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "LES SABLONS" DE PULNOY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Sablons" 34 rue de Saulxures 54 425 PULNOY - N° FINESS : 540004512 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2590	305 211,13
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	278 571,13	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	24 050	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	305 211,13 arrondi à 305 211	305 211,13
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite Les Sablons de PULNOY est fixée à : 305 211 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,32 €

GIR 3 et 4 : 19,01 €

GIR 5 et 6 : 12,69 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Les Sablons de PULNOY.

Nancy, le 19 octobre 2005

Pour le Préfet,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION

**ARRETE DDASS / AES / N° 2657 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE ROSIERES-AUX-SALINES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Rue du Paquis des Toiles BP ç 54 110 ROSIERES-AUX-SALINES - N° FINESS : 540002466 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	91 700	1 379 313,13
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 282 345,70	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	5 267,43	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	753 400,82 arrondi à : 753 401	1 379 313,13
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	625 912,31	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 625 912,31 euros d'excédent.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite de ROSIERES-AUX-SALINES est fixée à : 753 401 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 25,64 €
 GIR 3 et 4 : 15,09 €
 GIR 5 et 6 : 4,54 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de ROSI ERES-AUX-SALINES.

Nancy, le 19 octobre 2005

Pour le Préfet,
 La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
 Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / SOLIDARITÉ-AUTONOMIE / N° 2659 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE
ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME "SAINTE THÉRÈSE" DE LUDRES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;
 VU le code de l'action sociale et des familles ;
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sainte Thérèse" 50 rue de la Gare BP 20 54 712 LUDRES - N° FINESS : 540003142 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 250	802 701,36
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	776 951,36	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	19 500	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	802 701,36 arrondi à 802 701	802 701,36
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES est fixée à : 802 701 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 22,44 €
 GIR 3 et 4 : 16,13 €
 GIR 5 et 6 : 11,23 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES.

Nancy, le 19 octobre 2005

Pour le Préfet,
 La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
 Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / SOLIDARITÉ-AUTONOMIE / N° 2660 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE
ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME "SIMON BÉNICHOU" DE NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;
 VU le code de l'action sociale et des familles ;
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements

mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :
Maison de retraite "Simon Bénichou" - 53.rue du Général Hoche 54 000 NANCY - N° FINESS : 540002656
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	3 700	380 544,34
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	371 309,34	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	5 535	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	361 640,05 arrondi à 361 640	380 544,34
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	18 904,29	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 18 904,29 euros d'excédent.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite Saint Rémy de NANCY est fixée à : 361 640 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 17,05 €

GIR 3 et 4 : 13,19 €

GIR 5 et 6 : 9,34 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Simon Bénichou à NANCY.

Nancy, le 19 octobre 2005

Pour le Préfet,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION**ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 2661 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE****ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "STE FAMILLE" DE VANDOEUVRE LES NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sainte Famille" - 17 rue du Bois de Duc 54 500 VANDOEUVRE LES NANCY - N° FINESS : 540003126

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	13 250	190 110,34
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	174 048,34	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	21812	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	190 110,34 arrondi à 190 110	190 110,34
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite La Sainte Famille de VANDOEUVRE LES NANCY est fixée à : 190 110 €.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 18,96 €
 GIR 3 et 4 : 13,50 €
 GIR 5 et 6 : 8,04 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite La Sainte Famille à VANDOEUVRE LES NANCY.

Nancy, le 20 octobre 2005

Pour le Préfet,
 La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
 Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 2663 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE
ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME "LA COMPASSION" DE SAINT FIRMIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Compassion" 5 rue de la Barre 54 930 SAINT FIRMIN - N° FINESS : 540008539

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 300	394 366,21
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	368 835,65	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	14908,81	
	Déficit reporté	9 321,75	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	394 366,21 arrondi à 394 366	394 366,21
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 9 321,75 euros de déficit.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite "La Compassion" de SAINT FIRMIN est fixée à : 394 366 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 20,18 €

GIR 3 et 4 : 15,91 €

GIR 5 et 6 : 11,65 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Compassion" de SAINT FIRMIN.

Nancy, le 20 octobre 2005

Pour le Préfet,
 La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
 Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 2664 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DU S.S.I.A.D. GÉRÉ PAR LA MAISON DE RETRAITE DE VEZELISE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. de la maison de retraite située Rue Notre Dame BP 2 54 330 VEZELISE - N° FINESS : 540007283 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	53 523,52	244 732,08
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	166 740	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 100	
	Déficit reporté	23368,56	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	236 206,08 arrondi à 236 206	244 732,08
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	8 526	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 23 368,56 euros de déficit.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 du S.S.I.A.D. de VEZELISE est fixée à : 236 206 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 25,89 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. de VEZELISE.

Nancy, le 20 octobre 2005

Pour le Préfet,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION**ARRETE DDASS / AES / N° 2667 MODIFIANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME DE GIRAUMONT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de GIRAUMONT - avenue Sainte Barbe - 54 780 - N° FINESS : 5400113661 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 200	195 370,13
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	193 170,13	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	195 370,13 arrondi à 195 370	195 370,13
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite de GIRAUMONT est fixée à 195 370 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 16,56 €

GIR 3 et 4 : 12,18 €

GIR 5 et 6 : 7,79 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de GIRAUMONT.

Nancy, le 20 octobre 2005

Pour le Préfet,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 2671 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME LES OPHELIADES A NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Les Ophéliades 12 boulevard du 21^{ème} RA 54 000 NANCY - N° FINESS : 5400113323 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	3 120	623 369,51
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	611 527,41	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	8722,10	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	572 365,99 arrondi à 572 366	623 369,51
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	51 003,52	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 51 003,52 euros d'excédent.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite Les Ophéliades de NANCY est fixée à 572 366 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 22,59 €

GIR 3 et 4 : 16,56 €

GIR 5 et 6 : 10,54 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Les Ophéliades de NANCY.

Nancy, le 20 octobre 2005

Pour le Préfet,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 2674 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE
ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "MA MAISON" DE NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Ma maison" 119 avenue de la Strasbourg 54 000 NANCY - N° FINESS : 540008208 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	13 332	81 759,48
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	68 427,48	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	0	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	81 759,48 arrondi à 81 759	81 759,48
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite "Ma maison" de NANCY est fixée à : 81 759 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à 3,65 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Ma maison" de NANCY.

Nancy, le 20 octobre 2005

Pour le Préfet,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION

ARRETE DDASS / AES / N° 2680 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU CENTRE GERMAINE MARCHAL DE NANCY GÉRÉ PAR L'OFFICE D'HYGIÈNE SOCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de l'établissement ci-dessous désigné :

Centre Germaine Marchal - Centre Jacques Parisot 78 rue Jacques Callot 54 550 BAINVILLE SUR MADON

N° FINESS : 540010956

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	0	32 479,48
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	32 179,48	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	300	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	16 667,48 arrondi à 16 667	32 479,48
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	15 812	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 du Centre Germaine Marchal de NANCY est fixée à 16 667 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 8,88 €

GIR 3 et 4 : 6,62 €

GIR 5 et 6 : 4,35 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au Centre Germaine Marchal à BAI NVILLE SUR MADON.

Nancy, le 20 octobre 2005

Pour le Préfet,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 2681 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DU S.S.I.A.D. GÉRÉ PAR LE C.C.A.S. DE JARNY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. du centre communal d'action sociale Place Paul Mennegand BP 75 54 802 JARNY CEDEX - N° FINESS : 540007010

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	78 239,81	431 645,81
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	283 406	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	70 000	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	396 898,81 arrondi à 396 899	431 645,81
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	1 100	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	33 647	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 33 647 euros d'excédent

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 du S.S.I.A.D. de JARNY est fixée à : 396 899 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 30,21 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. de JARNY.

Nancy, le 20 octobre 2005

Pour le Préfet,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 2692 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME HOTELIA À LAXOU

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Hotelia 8 rue de la Saône 54 520 LAXOU - N° FINESS : 540008216 - sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 640	670 273,83
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	664 633,83	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	670 273,83 arrondi à 670 274	670 273,83
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite Hotelia de LAXOU est fixée à 670 274 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,91 €

GIR 3 et 4 : 15,82 €

GIR 5 et 6 : 10,73 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Hotelia de LAXOU.

Nancy, le 20 octobre 2005

Pour le Préfet,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
Myriam BERG

**ARRETE N° 2374 FIXANT POUR 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - STRUCTURE INNOVANTE AVEC SOINS MÉDICAUX
ET/OU DE SPÉCIALISTES (SISMES) «LA MAISON DU PRÉ ST CHARLES» 21 RUE DE LA MEUSE - 54860 HAUCOURT-MOULAINNE
GÉRÉE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R. 314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 février 2005 autorisant la création d'une Structure Innovante avec Soins Médicaux et/ou de Spécialistes (SISMES) dénommée « La Maison du Pré St Charles », sise 21 rue de la Meuse - 54860 HAUCOURT-MOULAINNE et gérée par L'AEIM ;

VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter d'une Structure Innovante avec Soins Médicaux et/ou de Spécialistes (SISMES) dénommée la Maison du Pré St Charles HAUCOURT-MOULAINNE a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	0,00 €	35 086,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	35 086,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	35 086,00 €	35 086,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprises des résultats : 0,00 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

- Prix de journée moyen annuel : 0,00 €

Article 3 bis : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du SISMES HAUCOURT-MOULAINNE d'AEIM est fixé(e) à 35 086,00 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 2 923,83 €.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 10 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

**ARRETE N° 2377 FIXANT POUR 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - INSTITUT MÉDICO-ÉDUCATIF « JEAN L'HÔTE »
CHEMIN DU HARQUET - BP 126 - 54305 LUNEVILLE CEDEX GÉRÉ PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 1993 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif dénommé «Jean l'Hôte», sis Chemin du Harquet - 54305 LUNEVILLE CEDEX et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I	467 600,00 €	2 208 215,72 €
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 568 533,72 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	172 082,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 128 795,72 €	2 208 215,72 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	79 420,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprises des Résultats : 0,00 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Externat Annexe 24 : 138,40 €

- Externat Annexe 24 Ter : 300,18 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 10 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

**ARRETE N° 2404 FIXANT POUR 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - INSTITUT MÉDICO-ÉDUCATIF « LES TERRASSES DE MÉHON »
24 RUE FRANÇOIS RICHARD - 54300 LUNEVILLE GÉRÉ PAR L'OFFICE D'HYGIÈNE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 octobre 2002 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif dénommé «Les Terrasses de Méhon», sis 24 rue François Richard - 54300 LUNEVILLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	213 710,00 €	1 835 784,01 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 438 215,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	183 859,01 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 832 524,01 €	1 835 784,01 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	3 260,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprises des Résultats : 0,00 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Internat : 262,87 €

- Semi-internat : 216,30 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 10 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

**ARRETE N° 2405 FIXANT POUR 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - INSTITUT DE RÉÉDUCATION « LES TERRASSES DE MÉHON »
24 RUE FRANÇOIS RICHARD - 54300 LUNEVILLE GÉRÉ PAR L'OFFICE D'HYGIÈNE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 octobre 2002 autorisant la création d'un Institut de Rééducation dénommé «Les Terrasses de Méhon», sis 24 rue François Richard - 54300 LUNEVILLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut de Rééducation a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	295 190,00 €	2 364 489,90 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 843 400,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	225 899,90 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 358 889,90 €	2 364 489,90 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	5 600,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprises des Résultats : 0,00 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Internat : 345,95 €

- Semi-internat : 294,05 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 10 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

**ARRETE N° 2406 FIXANT POUR 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - SERVICE D'ÉDUCATION SPÉCIALISÉE ET DE SOINS À DOMICILE
DE L'INSTITUT MÉDICO-ÉDUCATIF «LES TERRASSES DE MÉHON» - 12 RUE GAMBETTA - 54300 LUNEVILLE
GÉRÉ PAR L'OFFICE D'HYGIÈNE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 octobre 2002 autorisant la création d'un Service d'Éducation Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif «Les Terrasses de Méhon», sis 12 rue Gambetta - 54300 LUNEVILLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Service d'Éducation Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif «Les Terrasses de Méhon» a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	7 936,00 €	445 035,14 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	413 650,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	23 449,14 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	445 035,14 €	445 035,14 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprises des Résultats : 0,00 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

- Prix de journée moyen annuel : 0,00 €

Article 3 bis : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.E.S.S.A.D de l'IME est fixé(e) à 445 035,14 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à :37 086,26 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 10 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

**ARRETE N° 2410 FIXANT POUR 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - INSTITUT DE RÉÉDUCATION « L'ESCALE »
15 RUE SAINT-CHARLES - 54140 JARVILLE GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION REALISE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 décembre 1998 autorisant la création d'un Institut de Rééducation dénommé «l'Escale», sis 15 rue Saint-Charles - 54140 JARVILLE et géré par l'association REALISE ;

VU le courrier transmis le 28 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut de Rééducation a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	296 081,46 €	2 703 685,95 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 124 424,82 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	283 179,67 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 964 067,89 €	2 994 120,93 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	10 931,69 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	19 121,35 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Compte n° 11519 pour un montant de : déficit de 290 434,98 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Internat : 261,12 €
- Semi-internat : 224,31 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 10 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

ARRETE N° 2419 FIXANT POUR 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - SERVICE DE SOINS INFIRMIERS À DOMICILE DE BRIEY/HOMÉCOURT 100 RUE DE FRANCHEPRÉ - 54240 JOEUF GÉRÉ PAR LA SOCIÉTÉ DE SECOURS MINIERE FER ET SEL DE LORRAINE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R. 314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 août 2000 autorisant le transfert de gestion à la SSM Fer de Sel de Lorraine et l'extension du Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Agées dénommé « SSM Fer et Sel de Lorraine », sis 100 rue de Franchepré - 54240 JOEUF ;

VU le courrier transmis le 31 mai 2005 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Agées "SSIAD" pour la section Personnes Handicapées, a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 500,00 €	73 892,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	71 392,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	73 892,00 €	73 892,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprises de Résultat : 0,00 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

- Prix de journée moyen annuel : 0,00 €

Article 3 bis : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.S.I.A.D. est fixé(e) à 73.892,00 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 6.157,67 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 10 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

**ARRETE N° 2577 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ETAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE BRIEY/PIENNES
ZONE INDUSTRIELLE DE LA CHESNOIS B.P. N° 3 - 54154 BRIEY CEDEX GÉRÉ PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R314-1 à R314-129 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date 8 février 2005 autorisant la restructuration des Centres d'Aide par le Travail de BRIEY et de PIENNES et la création du Centre d'Aide par le Travail de BRIEY/PIENNES, sis Zone Industrielle de la Chesnois - B.P. N°3 - 54154 BRIEY CEDEX et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail de BRIEY/PIENNES a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 12 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I	410 980,15 €	1 944 503,43 €
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II :	1 286 606,81 €	
	Dépenses afférentes au personnel		
Recettes	Groupe III :	246 916,47 €	1 998 313,40 €
	Dépenses afférentes à la structure		
	Groupe I :	1 890 358,40 €	
Recettes	Produits de la tarification		
	Groupe II :	107 955,00 €	1 998 313,40 €
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III :	0,00	
	Produits financiers et produits non encaissables		

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11519 (établissements privés) pour un montant de : Déficit de 53 809,97 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Briey/Piennes est fixée à 1 890 358,40 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107 du code de l'AS et F, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 157 529,87 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 06 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

**ARRETE N° 2578 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ETAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL D'HEILLECOURT/LUDRES
« ANDRÉ LANCLOT » ZONE INDUSTRIELLE - 15 RUE DES ERABLES - BP 56 - 54182 HEILLECOURT CEDEX GÉRÉ PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R314-1 à R314-129 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10-13-17-19-20-48-82 du de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 février 2005 autorisant la restructuration des Centres d'Aide par le Travail d'HEILLECOURT et de LUDRES et la création du Centre d'Aide par le Travail d'HEILLECOURT/LUDRES dénommé « André Lanciot », sis Zone Industrielle - 15 rue des Erables - BP 56 - 54182 HEILLECOURT CEDEX et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail d'HEILLECOURT/LUDRES a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 12 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

AR R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	666 665,38 €	3 587 672,27 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 464 303,78 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	456 703,11 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3 419 013,41 €	3 630 337,88 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	207 917,56 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	3 406,91 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11519 (établissements privés) pour un montant de : Déficit de 42 665,61 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail d'Heillecourt/Ludres est fixé[e] à 3 419 013,41 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107 du code de l'AS et F, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 284 917,78 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 06 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

ARRETE N° 2579 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE LUNEVILLE/SAINT-NICOLAS-DE-PORT ZAD DE CHANTEHEUX - BP 3 - 54302 LUNEVILLE CEDEX GÉRÉ PAR L'AEIM

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R314-1 à R314-129 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10-1317-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 février 2005 autorisant la restructuration des Centres d'Aide par le Travail de LUNEVILLE et de SAINT-NICOLAS-DE-PORT et la création du Centre d'Aide par le Travail de LUNEVILLE/SAINT-NICOLAS-DE-PORT, sis ZAD de Chanteheux - BP 3 - 54302 LUNEVILLE CEDEX et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail de Lunéville/St Nicolas de Port a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 12 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

AR R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	570 163,90 €	2 537 721,42 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 640 328,42 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	327 229,10 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 508 969,15 €	2 653 605,15 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	140 585,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	4 051,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11519 (établissements privés) pour un montant de : Déficit de 115 883,73 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Lunéville/St Nicolas est fixé[e] à 2 508 969,15 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107 du code de l'AS et F, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 209 080,76 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 06 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

**ARRETE N° 2580 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE LIVERDUN/PONT-A-MOUSSON
ROUTE DE FROUARD - B.P.10 - 54460 LIVERDUN (ADRESSE POSTALE : BP 105 - 54715 LUDRES CEDEX) GÉRÉ PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R314-1 à R314-129 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 février 2005 autorisant la restructuration des Centres d'Aide par le Travail de LIVERDUN et de PONT-A-MOUSSON et la création du Centre d'Aide par le Travail de LIVERDUN/PONT-A-MOUSSON, sis Route de Frouard - BP 10 - 54460 LIVERDUN et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail de Liverdun/Pont-à-Mousson a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 12 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	569 052,67 €	2 789 430,72 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 970 446,43 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	249 931,62 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 727 282,29 €	2 888 930,99 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	161 648,70 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11519 (établissements privés) pour un montant de : Déficit de 99 500,27 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Liverdun/Pont-à-Mousson est fixé[e] à 2 727 282,29 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107 du code de l'AS et F, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 227 273,52 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 06 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

**ARRETE N° 2581 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL
BP 3 - ZONE INDUSTRIELLE - 54920 VILLERS-LA-MONTAGNE GÉRÉ PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R314-1 à R314-129 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 mars 1998 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail, sis BP 3 - Zone Industrielle - 54920 VILLERS-LA-MONTAGNE et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 12 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

AR R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	430 824,38 €	2 167 227,14 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 480 134,43 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	256 268,33 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 048 045,75 €	2 170 979,75 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	122 934,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11519 (établissements privés) pour un montant de : Déficit de 3 752,61 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Villers-la-Montagne est fixé[e] à 2 048 045,75 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107 du code de l'AS et F, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 170 670,48 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 06 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

ARRETE N° 2583 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE ROSIÈRES-AUX-SALINES 4 RUE LÉON PARISOT - 54110 ROSIÈRES-AUX-SALINES GÉRÉ PAR L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DÉPARTEMENTAL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R314-1 à R314-129 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 6 août 1991 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail de Rosières-aux-Salines, sis 4 rue Léon Parisot - 54110 ROSIÈRES-AUX-SALINES, géré par l'Etablissement Public Départemental ;

VU le courrier transmis le 29 novembre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 28 juin 2005 ;

VU la dotation budgétaire rectificative transmise par courrier du 4 octobre 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

AR R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	139 570,00 €	2 031 840 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 280 803,23 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	611 466,77 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 008 440,00 €	2 031 840,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	23 400,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 15119 ou compte 11510 (établissements publics) pour un montant de : 0,00 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Rosières est fixé[e] à 2 008 440,00 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107 du code de l'AS et F, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 167 370,00 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 06 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

**ARRETE N° 2585 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL POUR DÉFICIENTS VISUELS
« LES ATELIERS DU HAUT DES VANNES » DOMAINE DES EAUX BLEUES - BP 9 - 54460 LIVERDUN
GÉRÉ PAR LA FONDATION DE L'INSTITUTION DES JEUNES AVEUGLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R314-1 à R314-129 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10-13-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 1992 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail pour Déficients Visuels, dénommé « Les Ateliers du Haut des Vannes » sis Domaine des Eaux Bleues - BP 9 - 54460 LIVERDUN et géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles ;

VU le courrier transmis le 28 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 30 mai 2005 ;

VU la dotation budgétaire rectificative transmise le 4 octobre 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	70 778,00 €	428 207,30 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	335 220,30 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	22 209,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	383 038,59	383 038,59 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 (établissements privés) pour un montant de : Excédent de 45 168,71 €.

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Liverdun (IJA) est fixé[e] à 383 038,59 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107 du code de l'AS et F, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 31 919,88 €.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 06 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

**ARRETE N° 2586 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL
585 RUE DENIS PAPIN - 54713 LUDRES CEDEX GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION DES PARALYSÉS DE FRANCE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R314-1 à R314-129 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 août 2003 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail, sis 585 rue Denis PAPI N - 54713 LUDRES CEDEX et géré par l'Association des Paralysés de France ;

VU le courrier remis le 28 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 30 mai 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	39 974,42 €	239 867,91 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	170 697,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	29 196,49 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	218 263,36 €	239 261,36 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	15 905,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	5 093,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 (établissements privés) pour un montant de : Excédent de 606,55 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail d'APF Ludres est fixé[e] à 218 263,36 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107 du code de l'AS et F, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 18 188,61 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 06 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

ARRETE N° 2952 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - SERVICE D'ÉDUCATION SPÉCIALISÉE ET DE SOINS À DOMICILE 6 ALLÉE DE LONGCHAMP - PARC D'ACTIVITÉS DE L'HIPPODROME - 54600 VILLERS-LES-NANCY GÉRÉ PAR L'AEIM

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 mars 1987 autorisant la création d'un Service d'Éducation Spécialisée et de Soins à Domicile, sis 6 allée de Longchamp - Parc d'activités de l'hippodrome - 54600 VILLERS-LES-NANCY et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Service d'Éducation Spécialisée et de Soins à Domicile a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	68.324,36 €	1 684 404,72 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 315 613,56 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	205 390,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	95 076,80 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 673 604,72 €	1 684 404,72 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	10 800,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

- Prix de journée moyen annuel : 0,00 €

Article 2 bis : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.E.S.S.A.D. de l'A.E.I.M. est fixé(e) à 1 673 604,72 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 139.467,06 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2953 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - STRUCTURE INNOVANTE AVEC SOINS MÉDICAUX
ET/OU SPÉCIALISTES MICHELET - 10 RUE DOMINIQUE LOUIS - 54 000 NANCY GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R .314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 23 septembre 2002 autorisant la création d'une Structure Innovante avec Soins Médicaux et/ou Spécialistes dénommé «MICHELET», sise 10 rue Dominique LOUIS - 54000 NANCY et gérée par l'Association AEIM ;

VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter la Structure Innovante avec Soins Médicaux et/ou Spécialistes a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	3 983,14 €	68 763,19 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	61 862,99 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	2 917,06 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	68 738,44 €	68 763,19 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 110	24,75 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

- Prix de journée moyen annuel : 0,00 €

Article 2 bis : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du SISMES MICHELET de l'AEIM est fixé(e) à 68 738,44 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 5.728,20 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2955 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - INSTITUT MÉDICO-ÉDUCATIF « LES TROIS TILLEULS »
1 RUE DES TILLEULS - 54720 CHENIERES GÉRÉ PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R .314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 14 mai 1971 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif dénommé «Les Trois Tilleuls», sis 1 rue des Tilleuls - 54720 CHENIERES et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	423 518,91 €	2 220 041,98 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 594 883,87 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	201 639,20 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 176 341,98 €	2 220 041,98 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	43 700,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprises des résultats : 0,00 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Semi-internat Annexe 24: 143,28 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 214,57 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2956 FIXANT POUR 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - INSTITUT MÉDICO-ÉDUCATIF « CLAUDE MONET »
121, RUE DE L'ABBÉ DE L'ÉPÉE - 54700 PONT-A-MOUSSON GÉRÉ PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R. 314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 avril 1993 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif dénommé «Claude Monet», sis 121 rue de l'Abbé de l'Épée - 54700 PONT-A-MOUSSON et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	301 171,74 €	1 695 177,53 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 265 896,81 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	128 108,98 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 486 309,67 €	1 695 177,53 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	1 709,10 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 110	207 158,76 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Annexe 24 : 128,68 €
- Annexe 24 Ter : 250,12 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2957 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - INSTITUT MÉDICO-ÉDUCATIF « RAYMOND CAREL »
2 RUE DES MARTYRS DU NAZISME - BP 53 - 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT GÉRÉ PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 1996 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif dénommé «Raymond Carel», sis 2 rue des Martyrs du Nazisme - BP 53 - 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 047 013,60 €	6 789 722,24 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	4 792 861,54 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	549 594,72 €	
	Déficit 11510 ou 11519	400 252,38 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	6 496 251,24 €	6 789 722,24 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	293 471,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Internat A 24 : 524,04 €
- Semi-internat A 24 : 169,58 €
- Section polyhandicapée A 24 Ter : 285,18 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2958 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - INSTITUT MÉDICO-ÉDUCATIF « GEORGES FINANCE »
4 AVENUE JF KENNEDY - BP 216 - 54 202 TOUL CEDEX GÉRÉ PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 avril 1993 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif dénommé «Georges Finance», sis 4 avenue JF Kennedy - BP216 - 54 202 TOUL CEDEX et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	224 167,76 €	1 287 703,25 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	934 574,53 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	103 405,40 €	
	Déficit 11510 ou 11519	25 555,56 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 218 532,86 €	1 287 703,25 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	69 170,39 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Semi-internat : 142,67 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

ARRETE N° 2959 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - MAISON D'ACCUEIL SPÉCIALISÉE ZAC DE BRABOIS - RUE DE LUDRES - 54 500 VANDOEUVRE-LES-NANCY GÉRÉE PAR L'AEIM

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 31 mars 1983 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée, sise ZAC de Brabois - Rue de Ludres 54 500 VANDOEUVRE-LES-NANCY et gérée par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 29 octobre 2005 par lequel la personne ayant qualité pour représenter la Maison d'Accueil Spécialisée a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	485 987,48 €	3 825 752,33 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 843 056,57 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	496 708,28 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3 803 552,59 €	3 825 752,33 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	5 867,82 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 110	16 331,92 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Internat : 205,13 €

- Semi-internat : 188,90 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2960 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT
SERVICE DE SOINS ET D'ACCOMPAGNEMENT POUR ETUDIANTS HANDICAPÉS
8 RUE DES MYOSOTIS - BP 35 - 54 501 VANDOEUVRE-LES-NANCY
GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION « ACCUEIL ET GUIDER L'INTÉGRATION »**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 décembre 2000 autorisant la création d'un Service de soins et d'Accompagnement pour Etudiants Handicapés, sis 8 rue des Myosotis - BP 35 - 54501 VANDOEUVRE-LES-NANCY et géré par l'Association « Accueil et guider l'intégration » ;

VU le courrier transmis le 27 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Service de Soins et d'Accompagnement pour Etudiants Handicapés a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	8 220,00 €	409 713,98 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	377 192,98 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	24 301,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	407 272,98 €	409 713,98 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	2 441,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprises des Résultats : 0,00 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

- Prix moyen sur l'année du forfait ou de séance : 76,27 €

Article 3 bis : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.S.A.E.H. d'AGI est fixé(e) à 407 272,98 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 33.939,42 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2961 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - MAISON D'ACCUEIL SPÉCIALISÉE
4 RUE ALFRED LABBÉ - 54 350 MONT-SAINT-MARTIN GÉRÉE PAR L'ASSOCIATION HOSPITALIÈRE DU BASSIN DE LONGWY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 juillet 1998 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée, sise 4 rue Alfred Labbé - 54350 MONT-SAINT-MARTIN et gérée par l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy;

VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter la Maison Spécialisée a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	389 198,11 €	3 222 464,16 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 378 856,05 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	454 410,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3 222 464,16 €	3 222 464,16 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprises des Résultats : 0,00 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Internat : 219,33 €
- Semi-internat : 255,66 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

ARRETE N° 2962 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 14 SEPTEMBRE 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ETAT - FOYER D'ACCUEIL MÉDICALISÉ 1161 AVENUE PINCHARD - 54 100 NANCY GÉRÉ PAR L'ALAGH

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 juin 1990 autorisant la création Foyer d'Accueil Médicalisé, sis 1161 avenue Pinchard - 54100 NANCY et géré par l'ALAGH ;

VU le courrier transmis le 9 novembre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Foyer d'Accueil Médicalisé a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 950,00 €	136 404,81 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	126 038,81 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	4 416,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	136 404,81 €	136 404,81 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprises des Résultats : 0,00 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Prix de journée moyen de l'année : 42,63 €

Article 3 bis : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Foyer d'Accueil Médicalisé d'ALAGH est fixé(e) à 136 404,81 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à :11.367,07 €.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2963 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 14 SEPTEMBRE 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - MAISON D'ACCUEIL SPÉCIALISÉE
1161 AVENUE PINCHARD - 54 100 NANCY GÉRÉE PAR L'ALAGH**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 06 août 1980 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée, sis 1161 avenue Pinchard - 54 100 NANCY et gérée par l'ALAGH ;

VU le courrier transmis le 9 novembre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter la Maison d'Accueil Spécialisée a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	627 899,72 €	4 695 650,50 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	3 544 179,16 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	497 517,75 €	
	Déficit 11510 ou 11519	26 053,87 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	4 447 866,50 €	4 695 650,50 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	223 784,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	24 000,00 €	
	Excédent 110		

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Internat : 209,51 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2964 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'ACTION MÉDICO-SOCIALE PRÉCOCE
INSTITUT DES JEUNES SOURDS DE LA MALGRANGE - 02 RUE JOSEPH PIROUX - 54 140 JARVILLE LA MALGRANGE
GÉRÉ PAR L'INSTITUT DES JEUNES SOURDS DE LA MALGRANGE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL

DE MEURTHE-ET-MOSELLE

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 1^{er} juin 1978 autorisant la création du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce de l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange, sis 02 rue Joseph Piroux-54140 JARVILLE LA MALGRANGE, et géré par l'Association « Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange »

VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Action Médico-Sociale Précoce a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	15 575,00 €	244 521,52 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	205 576,25 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	19 065,65 €	
	Déficit 11510 ou 11519	4 304,62 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	244 521,52 €	244 521,52 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 110		

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

- Prix de journée moyen annuel : 0,00 €

Article 2 bis : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce de Nancy de l'Institution des Jeunes Sourds de la Malgrange est fixée(e) à 244 521,52 €.

La participation de l'assurance maladie est fixée à 80 % de cette somme, soit 195 617,22 €.

La participation du Département de Meurthe-et-Moselle est fixée à 20 % de cette somme, soit 48 904,30 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

ARRETE N° 2965 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 29 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'ACTION MÉDICO-SOCIALE PRÉCOCE 73 RUE ISABEY - 54000 NANCY ET ANTENNE, 5 RUE HIPPOLYTE HUART - 54400 LONGWY GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES ACTIONS MÉDICO-SOCIALES PRÉCOCES DE LORRAINE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 17 avril 1985 autorisant la création du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce, sis 73 rue Isabey - 54000 NANCY et Antenne, 5 rue Hippolyte Huart - 54400 LONGWY et gérés par l'Association pour la Promotion des Actions Médico-Sociales Précoces de Lorraine ;

VU le courrier transmis le 2 novembre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Action Médico-Sociale Précoce a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	36 855,00 €	993 268,64 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	846 317,96 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	110 095,68 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	991 876,64 €	993 268,64 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	1 392,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprises des Résultats : 0,00 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

- Prix de journée moyen annuel : 0,00 €

Article 3 bis : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce de Nancy est fixé(e) à 991 876,64 €

La participation de l'assurance maladie est fixée à 80% de cette somme, soit 793 501,31 €

La participation du Département de Meurthe-et-Moselle est fixée à 20% de cette somme, soit 198 375,33 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL,

**ARRETE N° 2966 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - MAISON D'ACCUEIL SPÉCIALISÉE DU CPN DE LAXOU -
54 521 LAXOU CEDEX GÉRÉE PAR LE CENTRE PSYCHOTHÉRAPIQUE DE NANCY À LAXOU**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 juillet 1997 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée, sise au CPN de LAXOU et gérée par le Centre Psychothérapique de Nancy à LAXOU ;

VU le courrier transmis le 9 novembre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter la Maison d'Accueil Spécialisée a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 049 830,00 €	4 053 081,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 580 748,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	422 503,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3 804 274,58 €	4 053 081,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 110	248 806,42 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Internat : 173,95 €
- Semi-internat : 173,95 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2967 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 12 SEPTEMBRE 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE POUR POLYHANDICAPÉS « LES RIVES DU CHÂTEAU »
33 RUE DU CHÂTEAU - 54 450 BLAMONT GÉRÉ PAR LA CROIX ROUGE FRANÇAISE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 janvier 1999 autorisant la création d'un Centre pour Polyhandicapés dénommé «Les Rives du Château», sis 33 rue du Château - 54 450 BLAMONT et géré par la Croix Rouge Française ;

VU le courrier transmis le 1^{er} décembre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre pour Polyhandicapés «Les Rives du Château» a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	418 054,36 €	4 150 204,17 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 556 211,04 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	1 175 938,77 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	4 138 494,49 €	4 150 204,17 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	11 029,68 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	680,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprises des Résultats : 0,00 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- internat : 450,53 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

ARRETE N° 2968 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - INSTITUT DE RÉÉDUCATION « GAI SOLEIL » 14 RUE DE METZ - 54 000 NANCY GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION « CULTURE ET PROMOTION »

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R. 314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 mars 1990 autorisant la création d'un Institut de Rééducation dénommé «Gai Soleil», sis 14 rue de Metz - 54 000 NANCY et géré par l'association « Culture et Promotion » ;

VU le courrier transmis le 7 décembre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut de Rééducation a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	106 738,65 €	695 438,65 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	520 300,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	68 400,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	685 792,65 €	695 438,65 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	6 400,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 110	3 246,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Internat : 203,98 €

- Semi-internat : 109,83 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2969 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'ÉDUCATION POUR DÉFICIENTS VISUELS
8 RUE DE SANTIFONTAINE - 54 052 NANCY CEDEX GÉRÉ PAR LA FONDATION DE L'INSTITUTION DES JEUNES AVEUGLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 15 février 1994 autorisant la création d'un Centre d'Education pour Déficients Visuels, sis 8 rue de Santifontaine - 54052 NANCY CEDEX et géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles ;

VU le courrier transmis le 26 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Education pour Déficients Visuels a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005.

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	472 419,00 €	4 765 718,68 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	3 904 325,68 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	388 974,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	4 599 757,52 €	4 765 718,68 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	18 500,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 110	147 461,16 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Sections SEES SPFP :
 - * Internat : 643,31 €
 - * Semi-internat : 428,87 €
- Sections SEPHA (GME) :
 - * Internat : 484,34 €
 - * Semi-internat : 322,90 €

Article 2 bis : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de la section SERVICES est fixé(e) à 1 084 927,56 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 90.410,63 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2970 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT
FOYER D'ACCUEIL MÉDICALISÉ « RÉSIDENCE DES TROIS FONTAINES » RUE DE LA LIBÉRATION - 54 330 VEZELISE
GÉRÉ PAR LA FONDATION DE L'INSTITUTION DES JEUNES AVEUGLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;
VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 mars 1990 autorisant la création d'un Foyer d'Accueil Médicalisé dénommé «Résidence des Trois Fontaines», sis Rue de la Libération - 54 320 MAXEVILLE et géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles ;
VU le courrier transmis le 2 novembre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Foyer d'Accueil Médicalisé a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;
VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;
SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	15 357,10 €	701 492,13 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	679 276,03 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	6 859,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	683 797,82 €	701 492,13 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	5 914,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 110	11 780,31 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Internat : 61,71 €

Article 2 bis : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Foyer d'Accueil Médicalisé d'I JA est fixé(e) à 683 797,82 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 56 983,15 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2971 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT
ETABLISSEMENT DÉNOMMÉ « INSTITUT DES JEUNES SOURDS DE LA MALGRANGE » 2 RUE JOSEPH PIROUX - 54140 JARVILLE
GÉRÉ PAR L'INSTITUT DES JEUNES SOURDS DE LA MALGRANGE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;
VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R. 314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 22 juillet 2002 autorisant la création d'un Etablissement dénommé «Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange», sis 2 rue Joseph Piroux - 54140 JARVILLE et géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange ;
VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Etablissement dénommé « Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange » a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;
VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;
SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 269 300,00 €	10 706 782,87 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	8 384 790,13 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	810 337,20 €	
	Déficit 11510 ou 11519	242 355,54 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	10 182 065,84 €	10 706 782,87 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	150 000,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	115 064,86 €	
	Excédent 110	259 652,17 € *	

* reprise anticipée de l'excédent 2004

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Internat S.E.E.S. + S.P.F.P. + T.S.L. : 304,21 €
- Semi-internat - Toutes sections : 196,02 €
- SEPEDAHA - Internat : 345,20 €

Article 2 bis : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de la section Service de Soutien à l'Education Familiale et à l'Intégration Scolaire (SSEFIS) est fixé(e) à 1 214 294,85 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 101 191,24 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2972 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - ÉTABLISSEMENT POUR ENFANTS POLYHANDICAPÉS
13 RUE DE LA RÉPUBLIQUE - 54 320 MAXEVILLE GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION DE L'INSTITUTION JEAN-BAPTISTE THIERY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;
VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 octobre 1999 autorisant la création d'un Etablissement pour Enfants Polyhandicapés, sis 13 rue de la République - 54320 MAXEVILLE et géré par l'Association de l'Institution Jean-Baptiste THIERY ;
VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Etablissement pour Enfants Polyhandicapés a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;
VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;
SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 041 212,38 €	5 608 130,38 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	3 861 817,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	705 101,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	5 558 493,38 €	5 608 130,38 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	49 637,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprises des Résultats : 0,00 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Internat 344,70 €
- Semi-internat : 160,15 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2973 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - INSTITUT MÉDICO-ÉDUCATIF
13 RUE DE LA RÉPUBLIQUE - 54320 MAXEVILLE GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION DE L'INSTITUTION JEAN-BAPTISTE THIERY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 octobre 2003 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif, sis - 13 rue de la République - 54320 MAXEVILLE et géré par l'Association de l'Institution Jean-Baptiste THIERY ;

VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 306 675,00 €	6 230 380,23 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	4 271 195,23 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	652 510,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	6 044 826,16 €	6 230 380,23 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	185 554,07 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprises des Résultats : 0,00 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Internat : 357,71 €

- Semi-internat : 175,92 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2974 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - MAISON D'ACCUEIL SPÉCIALISÉE
8 RUE DE LA SEILLE - 54320 MAXEVILLE GÉRÉE PAR L'ASSOCIATION DE L'INSTITUTION JEAN-BAPTISTE THIERY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 juillet 1996 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée, sise 8 rue de la Seille - 54320 MAXEVILLE et gérée par l'Association de l'Institution Jean-Baptiste THIERY ;

VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter la Maison d'Accueil Spécialisée a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	785 638,21 €	3 742 230,19 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 202 651,10 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	716 694,74 €	
	Déficit 11510 ou 11519	37 246,14 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3 695 475,19 €	3 742 230,19 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	1 020,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	45 735,00 €	
	Excédent 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Internat : 250,77 €
- Semi-internat : 179,97 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

ARRETE N° 2975 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005 DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - FOYER D'ACCUEIL MÉDICALISÉ MICHELET 10 RUE DOMINIQUE LOUIS - 54 000 NANCY GÉRÉ PAR L'AEIM

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R. 314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2002 autorisant la création Foyer d'Accueil Médicalisé, dénommé MICHELET, sis 10 rue Dominique LOUIS - 54000 NANCY et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Foyer d'Accueil Médicalisé a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	23 621,57 €	373 004,77 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	336 345,14 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	13 038,06 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	368 606,02 €	373 004,77 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 110	4 398,75 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Internat : 50,87 €
- Semi-internat : 38,64 €

Article 2 bis : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Foyer d'Accueil Médicalisé MICHELET d'AEIM est fixé(e) à 368 606,02 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R.314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 30 717,17 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2977 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT**

**LE CENTRE DE SOINS DE L'ÉTABLISSEMENT RÉGIONAL D'ENSEIGNEMENT ADAPTÉ RUE DE MIRECOURT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE
GÉRÉ PAR L'OFFICE D'HYGIÈNE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 janvier 1969 autorisant la création du Centre de Soins de l'Etablissement Régional d'Enseignement Adapté, sis Rue de Mirecourt - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour le Centre de Soins de l'Etablissement Régional d'Enseignement Adapté a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 880 954,00 €	3 631 709,41 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 675 481,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	56 249,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	19 025,41 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3 610 109,41 €	3 631 709,41 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	21 600,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Accueil de jour : 156,96 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2978 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - INSTITUT MÉDICO-ÉDUCATIF
46 RUE DU DOYEN PARISOT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE GÉRÉ PAR L'OFFICE D'HYGIÈNE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 juin 1998 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif, sis 46 rue du Doyen Parisot - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;
 VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;
 VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 26 Août 2005 ;
 SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 147 977,20 €	8 281 623,79 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	5 800 025,39 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	1 265 280,63 €	
	Déficit 11510 ou 11519	68 340,57 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	8 199 623,79 €	8 281 623,79 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	82 000,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Semi-internat : 152,66 €
- Internat : 288,57 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
 Christiane PERNET

**ARRETE N° 2979 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
 ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005
 DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - INSTITUT DE RÉÉDUCATION
 46 RUE DU DOYEN PARISOT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE GÉRÉ PAR L'OFFICE D'HYGIÈNE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté préfectoral en date du 18 juin 1998 autorisant la création d'un Institut de Rééducation, sis 46 rue du Doyen Parisot - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;
 VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut de Rééducation a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;
 VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;
 SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	138 691,22 €	814 823,93 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	539 710,32 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	85 985,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	50 437,39 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	804 823,93 €	814 823,93 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	10 000,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Semi-internat : 229,63 €

- Internat : 535,81 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2980 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - SERVICE D'ÉDUCATION SPÉCIALISÉE ET DE SOINS À DOMICILE
DU CENTRE D'ÉDUCATION MOTRICE - 46 RUE DU DOYEN PARISOT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE
GÉRÉ PAR L'OFFICE D'HYGIÈNE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R. 314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 juillet 2005 autorisant la création d'un Service d'Éducation Spécialisée et de Soins à Domicile du Centre d'Éducation Motrice, sis 46 rue du Doyen Parisot - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Service d'Éducation Spécialisée et de Soins à Domicile du Centre d'Éducation Motrice a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	115 654,45 €	403 054,81 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	254 397,36 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	33 003,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	398 854,81 €	403 054,81 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	4 200,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprises des Résultats : 0,00 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

- Prix de journée moyen annuel : 0,00 €

Article 3 bis : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.E.S.A.D. du CEM est fixé(e) à 398 854,81 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 33.237,90 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2981 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - SERVICE D'ÉDUCATION SPÉCIALISÉE ET DE SOINS À DOMICILE
DE L'INSTITUT MÉDICO-ÉDUCATIF - 46 RUE DU DOYEN PARISOT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE
GÉRÉ PAR L'OFFICE D'HYGIÈNE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R. 314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 juin 1998 autorisant la création d'un Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif, sis 46 rue du Doyen Parisot - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;
 VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;
 VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;
 SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	14 535,54 €	236 015,88 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	194 550,34 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	26.930,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	234 015,88 €	236 015,88 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	2.000,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprises des Résultats : 0,00 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

- Prix de journée moyen annuel : 0,00 €

Article 3 bis : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.E.S.S.A.D. de l'IME de FLAVIGNY (OHS) est fixé(e) à 234 015,88 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 19 501.32 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
 Christiane PERNET

**ARRETE N° 2982 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
 ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX
 DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT
 SERVICE DE SOINS INFIRMIERS À DOMICILE POUR ADULTES HANDICAPÉS 38 RUE DE DIEUZE - 54 000 NANCY
 GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION OFFICE D'HYGIÈNE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté préfectoral en date du 14 février 2003 autorisant la création d'un Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Adultes Handicapés, sis 38 rue de Dieuze - 54 000 NANCY et géré par l'Association Office d'Hygiène Sociale ;
 VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter d'un Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Adultes Handicapés a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;
 VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;
 SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	13 279,17 €	104 385.08 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	90 341.91 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	764,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	104 385.08 €	104 385.08 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprises de Résultat : 0,00 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

- Prix de journée moyen annuel : 0,00 €

Article 3 bis : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.S.I.D.P.A.H. (OHS) est fixé(e) à 104 385,08 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 8 698,75 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2983 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ETAT - CENTRE MÉDICO-PSYCHO-PÉDAGOGIQUE
17 BIS RUE DE BOISMONT - 54400 LONGWY GÉRÉ PAR LA PEP 54**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R. 314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 juin 1975 autorisant la création d'un Centre Médico-Psycho-Pédagogique, sis 17 bis rue de Boismont - 54400 LONGWY et géré par la PEP 54;

VU le courrier transmis le 27 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre Médico-Psycho-Pédagogique de Longwy a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	31 848,55 €	825 537.41 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	751 251.92 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	42 436,94 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	823 822.41 €	825 537.41 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	1 715,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprises des résultats : 0,00

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

- Prix moyen annuel de la séance : 116,03 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2984 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ETAT - CENTRE MÉDICO-PSYCHO-PÉDAGOGIQUE
73 RUE ISABEY - 54 052 NANCY CEDEX GÉRÉ PAR LA PEP 54**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R. 314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 juin 1971 autorisant la création d'un Centre Médico-Psycho-Pédagogique, sis 73 rue Isabey - 54052 NANCY CEDEX et géré par la PEP 54 ;

VU le courrier transmis le 27 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre Médico-Psycho-Pédagogique de Nancy a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	68 830,73 €	1 936 256.45 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 691 468.81 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	175 956,91 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 936 256.45 €	1 936 256.45 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprises des Résultats : 0,00 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

- Prix de journée moyen annuel de la séance : 108,78 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

ARRETE N° 2985 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT SERVICE D'ÉDUCATION SPÉCIALISÉE ET DE SOINS À DOMICILE « L'ESCALE » 15 RUE SAINT-CHARLES - 54140 JARVILLE GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION REALISE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R. 314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 avril 1993 autorisant la création d'un Service d'Éducation Spécialisée et de Soins à Domicile dénommé «L'Escale», sis 15 rue Saint-Charles - 54140 JARVILLE et géré par l'association REALISE ;

VU le courrier transmis le 28 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Service d'Éducation Spécialisée et de Soins à Domicile a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	37 344,38 €	564 541.35 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	485 296.07 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	41 900,90 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	562 680.35 €	564 541.35 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	1 670,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	191,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprises des Résultats : 0,00 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

- Prix de journée moyen annuel : 0,00 €

Article 3 bis : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.E.S.S.A.D. de Réalise est fixé(e) à 562 680.35 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 46 890,02 €.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2986 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - FOYER D'ACCUEIL MÉDICALISÉ
ROUTE DE BACCARAT - 54 290 BAYON GÉRÉ PAR L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC COMMUNAL DE ROSIÈRES-AUX-SALINES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 21 octobre 1999 autorisant la création d'un Foyer d'Accueil Médicalisé, sis Route de Baccarat - 54290 BAYON et géré par l'Etablissement Public Communal de Rosières-aux-Salines ;

VU le courrier transmis le 15 novembre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Foyer d'Accueil Médicalisé a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	9 000,00 €	243 328,47 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	191 380,47 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	42 948,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	243 328,47 €	243 328,47 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprises des résultats : 0,00 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Internat : 63,61 €

Article 3 bis : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du FAM de Rosières est fixé(e) à 243 328,47 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 20 277,37 €.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2987 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - MAISON D'ACCUEIL SPÉCIALISÉE
AVENUE DES VOSGES - 54110 ROSIÈRES-AUX-SALINES GÉRÉE PAR L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC COMMUNAL DE ROSIÈRES-AUX-SALINES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 novembre 1998 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée, sise Avenue des Vosges – 54110 ROSIÈRES-AUX-SALINES et gérée par l'Etablissement Public Communal de Rosières-aux-Salines ;
 VU le courrier transmis le 15 novembre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter la Maison d'Accueil Spécialisée a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;
 VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;
 SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	495 090,00 €	3 411 042.87 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 203 974.87 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	711 978,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519		
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3 316 499.75 €	3 411 042.87 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 110	94 543,12 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Internat : 165.27 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
 Christiane PERNET

**ARRETE N° 2988 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
 ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX
 DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT
 SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SUIVI DES SOINS DE ROSIÈRES ET DE LUNÉVILLE 4 RUE LÉON PARISOT -
 54110 ROSIÈRES-AUX-SALINES GÉRÉ PAR L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DÉPARTEMENTAL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R. 314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté préfectoral en date du 20 décembre 2002 autorisant la création d'un Service d'Accompagnement et de Suivi des Soins de Rosières et de Lunéville, sis 4 rue Léon Parisot – 54110 ROSIÈRES-AUX-SALINES et géré par l'Etablissement Public Départemental ;
 VU le courrier transmis le 29 novembre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter la Structure Innovante avec Soins Médicaux et/ou Spécialistes a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;
 VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;
 SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 250,00 €	177 780,96 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	166 501,00€	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	10 029,96 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	128 147,37 €	177 780,96 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 110	49 633,59 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

- Prix de journée moyen annuel : 0,00 €

Article 2 bis : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du SASS de Rosières et de Lunéville est fixé(e) à 128 147,37 € La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R.314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 10 678,94 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2989 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - INSTITUT MÉDICO-ÉDUCATIF SAINT-CAMILLE
12 POSTE DE VELAINÉ - 54 840 VELAINÉ-EN-HAYE GÉRÉ PAR L'INSTITUTION SAINT-CAMILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 1993 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif dénommé «Saint-Camille» , sis 12 poste de Velaine - 54 840 VELAINÉ-EN-HAYE et géré par l'Institution SAINT-CAMILLE ;

VU le courrier transmis le 27 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	422 579,79 €	3 312 279.63 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 599 470.99 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	290 228.85 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3 260 936.62 €	3 312 279.63 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	6 000,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 110	45 343,01 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Internat SIPFP : 162,15 €
- Semi-internat SIPFP : 153,30 €
- Internat SEES : 169,60 €
- Semi-internat SEES : 148,99 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2990 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - INSTITUT DE RÉÉDUCATION « SAINT-CAMILLE »
12 POSTE DE VELAINÉ - 54 840 VELAINÉ-EN-HAYE GÉRÉ PAR L'INSTITUTION SAINT-CAMILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 juillet 1996 autorisant la création d'un Institut de Rééducation dénommé «Saint-Camille », sis 12 poste de Velaine – 54840 VELAIN-EN-HAYE et géré par l'Institution SAINT-CAMILLE ;
 VU le courrier transmis le 27 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut de Rééducation a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;
 VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005
 SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	88 472.41 €	571 141.50 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	429 831.52 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	52 837.57 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	565 819.77 €	571 141.50 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 110	5 321,73 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Internat : 271,71 €
- Semi-internat : 217,37 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
 Christiane PERNET

**ARRETE N° 2991 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
 ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX
 DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - SERVICE D'ÉDUCATION SPÉCIALISÉE ET DE SOINS À DOMICILE
 12 POSTE DE VELAIN-EN-HAYE - 54 840 VELAIN-EN-HAYE GÉRÉ PAR L'INSTITUTION SAINT-CAMILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté préfectoral en date du 28 août 2002 autorisant la création dénommé d'un Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile , sis 12 poste de Velaine – 54840 VELAIN-EN-HAYE et géré par l'Institution SAINT-CAMILLE ;
 VU le courrier transmis le 27 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;
 VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;
 SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	22 349.92 €	132 869.47 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	99 945.00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	10 574.55 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	132 869.47 €	132 869.47 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprises des Résultats : 0,00 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

- Prix de journée moyen annuel : 0,00 €

Article 3 bis : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.E.S.S.A.D. de St Camille est fixé(e) à 132 869,47 €. La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 11 072,45 €.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 2992 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 12 SEPTEMBRE 2005, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE DE PRÉORIENTATION
51 AVENUE DE LA LIBÉRATION - 54840 GONDREVILLE GÉRÉ PAR L'UGECAM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 octobre 1989 autorisant la création d'un Centre de Préorientation, sis 51 avenue de la Libération - 54840 GONDREVILLE et géré par l'UGECAM ;

VU le courrier transmis le 28 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre de Préorientation a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 25 août 2005 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	288 633,21€	875 102.44 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	558 564.23 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	27 905.00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	860 102.44 €	875 102.44 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	15 000,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprises des Résultats : 0,00 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

Prix de journée moyen annuel :

- Internat - Préorientation : 184,44 €

- Semi-internat - Préorientation : 143,72 €

- Internat UEROS : 209,85 €

- Semi-internat UEROS : 133,26 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE N° 3102 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N°2954 DU 22 DÉCEMBRE 2005, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX POUR 2005
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - INSTITUT MÉDICO-ÉDUCATIF « LES ORCHIDÉES »
10 RUE ALBERT 1^{ER} - BP 93 - 54154 BRIEY CEDEX GÉRÉ PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 juillet 1990 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif dénommé «Les Orchidées», sis 10 rue Albert 1^{er} - BP 93 - 54154 BRIEY CEDEX et géré par l'AEIM ;
 VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter d'un Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;
 VU les propositions budgétaires transmises par courrier(s) en date du 5 juillet 2005 ;
 SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	354 929,16 €	1 523 192,37 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 003 785,65 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	132 835,26 €	
	Déficit 11510 ou 11519	31 642,30 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 491 692,37 €	1 523 192,37 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	31 500,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations de est fixée comme suit:

- Prix de journée moyen annuel : Semi-internat : 131,02 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 09 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
 La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
 Christiane PERNET

**ARRETE N° 3197 ANNULANT ET REMPLACANT L'ARRÊTÉ N° 2582 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT
 CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL « LE FIN PALAIS » RUE JEAN JAURÈS - 54320 MAXEVILLE GÉRÉ PAR L'OFFICE D'HYGIÈNE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R314-1 à R314-129 ;
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté préfectoral en date du 13 juillet 1999 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail dénommé « Le Fin Palais », sis Rue Jean Jaurès - 54320 MAXEVILLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;
 VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;
 VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du 30 mai 2005 ;
 VU la dotation budgétaire rectificative transmise le 5 octobre 2005 ;
 SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	49 178,00 €	406 646,64 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	308 679,64 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	48 789,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	403 102,51 €	406 646,64 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510	3 544,13 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Maxéville est fixé[e] à 403 102,51 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107 du code de l'AS et F, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 33 591.87 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 29 mars 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

AVIS DE CONCOURS

AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES D'OUVRIER PROFESSIONNEL SPECIALISE A LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY RECTIFICATIF A LA PUBLICATION AU RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS N° 10 DU 24 AVRIL 2006

En application du décret 91.45 du 14 janvier 1991 modifié par le décret 2006-224 du 24 février 2006, un concours **externe** sur titres d'ouvrier professionnel spécialisé aura lieu à la Maternité Régionale de Nancy en vue de pourvoir un poste d'ouvrier professionnel spécialisé à partir du 1 juillet 2006 dans la spécialité suivante :

Maintenance

Peuvent faire acte de candidature à ce concours les personnes titulaires d'un certificat d'aptitude professionnelle ou d'un brevet d'études professionnelles ou d'un diplôme au moins équivalent, figurants sur une liste arrêtée par le Ministère chargé de la santé.

Les demandes de participation à ce concours comportant un curriculum vitae, une lettre de motivation et la copie des diplômes doivent être déposées au secrétariat de la Direction des Ressources Humaines au plus tard le 15 juin 2006 ou adressées par lettre recommandée avec accusé de réception le cachet de la poste faisant foi à l'adresse suivante :

MATERNITE REGIONALE de NANCY
Direction des Ressources Humaines
10, rue du Docteur Heydenreich - BP 4213
54 042 NANCY cédex

Nancy, le 2 mai 2006

Le Directeur,
Bruno CARRI ERE

AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES D'OUVRIER PROFESSIONNEL SPECIALISE A LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY RECTIFICATIF A LA PUBLICATION AU RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS N° 10 DU 24 AVRIL 2006

En application du décret 91.45 du 14 janvier 1991 modifié par le décret 2006-224 du 24 février 2006, un concours **externe** sur titres d'ouvrier professionnel spécialisé aura lieu à la Maternité Régionale de Nancy en vue de pourvoir un poste d'ouvrier professionnel spécialisé à partir du 1 juillet 2006 dans la spécialité suivante :

Cuisine - restauration

Peuvent faire acte de candidature à ce concours les personnes titulaires d'un certificat d'aptitude professionnelle ou d'un brevet d'études professionnelles ou d'un diplôme au moins équivalent figurant sur une liste arrêtée par le Ministère chargé de la santé.

Les demandes de participation à ce concours comportant un curriculum vitae, une lettre de motivation et la copie des diplômes doivent être déposées au secrétariat de la Direction des Ressources Humaines au plus tard le 15 juin 2006 ou adressées par lettre recommandée avec accusé de réception le cachet de la poste faisant foi à l'adresse suivante :

MATERNITE REGIONALE de NANCY
Direction des Ressources Humaines
10, rue du Docteur Heydenreich - BP 4213
54 042 NANCY cédex

Nancy, le 2 mai 2006

Le Directeur,
Bruno CARRI ERE

